



Arrêté n°2022-DCL-BENV-475

**portant mise en demeure à l'encontre du syndicat TRIVALIS pour ses activités qu'elle exploite à Saint Christophe du Ligneron
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif à relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2009 autorisant le Syndicat mixte départemental d'études et de traitement des déchets ménagers et assimilés de la Vendée (TRIVALIS) à exploiter une unité de tri mécanobiologique et un centre d'enfouissement technique de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Saint Christophe du Ligneron, au lieu-dit « Les Landes Franches » ;

VU l'article 11.I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 qui dispose que « *Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé.* »

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 03 mars 2022 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 15 février 2022, l'inspection a constaté un relevé de hauteurs de lixiviats en fond des casiers B4, B5 et B7, respectivement de 160 cm, 261 cm et 249 cm, bien au-delà de la hauteur de 30 cm fixée ;

Considérant que la vanne de vidange gravitaire de ces casiers était en position fermée, montrant ainsi le caractère intentionnel du dépassement important des hauteurs de lixiviats relevées ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 11.I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 (similaire à l'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2009) susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure monsieur le directeur du syndicat TRIVALIS de respecter les prescriptions dispositions de l'article 11.I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1. Mise en demeure

Le syndicat TRIVALIS, dont le siège social est situé au 31 rue de l'Atlantique – BP 605 – 85015 La Roche sur Yon, exploitant une installation de stockage de déchets non dangereux située au lieu-dit « Les Landes Franches » à Saint Christophe du Ligneron est mis en demeure de respecter les dispositions figurant au présent arrêté dans les délais fixés.

Article 1.1. Hauteurs des lixiviats dans les casiers

L'exploitant doit respecter sous un délai de **6 mois** la disposition de l'article 11.I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé concernant la hauteur des lixiviats en fond des casiers de stockage de déchets.

L'exploitant doit ramener dans le délai fixé la hauteur des lixiviats en fond de chaque casier de stockage de déchets à une hauteur de préférence inférieure à 30 cm, sans toutefois dépasser la hauteur de la couche drainante de 50 cm mise en place.

Article 2. Justificatifs du respect de la mise en demeure

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3. Dispositions pénales

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4. Dispositions administratives

Article 4.1. Délais et voies de recours

En application de l'article L.221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 4.2. Publicité de l'arrêté

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Saint Christophe du Ligneron et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture (bureau de l'environnement – section installations classées).

Article 4.3. Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de Loire, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur du syndicat TRIVALIS, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 3 mai 2022

Le préfet,

Pour le Préfet,
la secrétaire générale de la Préfecture
de la Vendée

Arne TAGANT



